

LES EFFETS COLLATERAUX DE LA CRISE DES SUBPRIMES

Pr . M.C. AINOUCHE

Faculté des Sciences Economiques et de Droit
Université Abderrahmane Mira de Béjaia.

ABSTRACT :

L'humanité n'a pas encore fini loin s'en faut, avec la crise des subprimes « géniteur » reconnu et décrié de la récession économique mondiale. Révélée au monde, on s'en souvient, en 2007, la crise financière a été rapidement suivie d'une récession économique sévère qui a très sérieusement et très rapidement malmené l'emploi et le pouvoir d'achat des particuliers. Ceux-ci découvraient affolés et en même temps étonnés l'ampleur des dégâts causés par les politiques du « crédit facile » pratiquées par les apprentis sorciers de la finance internationale. Les faillites bancaires qui se succédaient dans un rapide effet « boule de neige » continuent d'essaimer jusqu'à gagner de proche en proche l'ensemble de la planète. C'est de l'effet ou plus exactement des effets de cette récession qui a suivi la crise financière des subprimes sur l'emploi et le chômage tant aux USA que dans la zone Euro que tente de rendre compte cette nouvelle analyse que nous proposons dans cette contribution. Que cela soit aux USA, ou ailleurs, à travers le monde, lorsque la récession s'installe quelque part, elle charrie invariablement avec elle, toute une série de désagréments qui conduisent invariablement à des pertes de valeurs. Le monde n'a pas encore fini loin s'en faut, avec la crise des subprimes Révélée au monde, en souvient, en 2007, la crise financière a été rapidement suivie d'une récession économique sévère qui a très sérieusement et très rapidement malmené l'emploi et le pouvoir d'achat des particuliers. Ceux-ci découvraient affolés et en même temps étonnés l'ampleur des dégâts causés par les politiques du « crédit facile ».

ملخص

الإنسانية لم تنته على العكس من ذلك، مع أزمة عقارية "الفقاعات" المعترف بها وشجب الركود الاقتصادي العالمي. كشفت للعالم، فإنه سيذكر، في عام 2007، سرعان ما أعقب الأزمة المالية ركود اقتصادي يحتوي على محمل الجد والعمالة بسرعة كبيرة مولد والقوة الشرائية للأفراد. اكتشف ذهول وفي نفس الوقت دهش مدى الضرر الناجم عن سياسة "الائتمان سهلة" تمارسه المتدربين الساحر التمويل الدولي. فشل المصرف الذي ورد في أثر سريع "كرة الثلج" مواصلة توسيع حتى الوثيق وبين الوثيق الكوكب بأسره. C'est l'effet دي أو أكثر تماما آثار هذا الركود التي أعقب الأزمة المالية من subprime على العمالة والبطالة تمثل في الولايات المتحدة الأمريكية على حد سواء مما في اليورو يحاول المجال لجعل هذا التحليل الجديد فإننا نقترح في هذه المساهمة. أنها في الولايات المتحدة أو في أي مكان آخر،

من خلال العالم عند تحريك الركود مكان ما، يحمل دائماً معه، سلسلة من المضايقات التي تؤدي دائماً إلى فقدان القيم. العالم حتى الانتهاء من الخطوة الآن، مع عقارية كشفت الأزمة العالمية، وتذكر، في عام 2007، وسرعان ما أعقب الأزمة المالية ركود اقتصادي يحتوي على محمل الجد والعمالة بسرعة كبيرة مولد والقوة الشرائية للأفراد. اكتشف ذهول وفي نفس الوقت دهش مدى الضرر الناجم عن سياسة "الائتمان سهلة".

I/ D'abord le rétablissement de la confiance pour une économie mondiale morose

Le monde n'a pas encore fini loin s'en faut, avec la crise des subprimes « géniteur » reconnu et décrié de la récession économique mondiale. Révélée au monde, on s'en souvient, en 2007, la crise financière a été rapidement suivie d'une récession économique sévère qui a très sérieusement et très rapidement malmené l'emploi et le pouvoir d'achat des particuliers. Ceux-ci découvraient affolés et en même temps étonnés l'ampleur des dégâts causés par les politiques du « crédit facile » pratiquées par les apprentis sorciers de la finance internationale. Les faillites bancaires qui se succédaient dans un rapide effet « boule de neige » continuent d'essaimer jusqu'à gagner de proche en proche l'ensemble de la planète. C'est de l'effet ou plus exactement des effets de cette récession qui a suivi la crise financière des subprimes sur l'emploi et le chômage tant aux USA que dans la zone Euro que tente de rendre compte cette nouvelle analyse que nous proposons dans cette contribution. Ainsi, que cela soit aux USA, ou ailleurs, à travers le monde, lorsque la récession s'installe quelque part, elle charrie invariablement avec elle, toute une série de désagréments qui conduisent invariablement à des pertes de valeurs comme les fonds de retraites par exemple. Mais cela est vrai aussi pour les actifs immobiliers, comme cela pourrait être vrai aussi pour d'autres « valeurs refuges ».

C'est ainsi que la récession économique peut affecter aussi bien la valeur des fonds de pension que la valeur d'une entreprise à travers la baisse de sa rentabilité due au ralentissement de l'activité. Celle-ci réduit en effet tant la valeur de l'actif de l'entreprise que le pouvoir d'achat du salaire du plus commun des ouvriers. Cependant le drame le plus redoutable et le plus redouté par les individus c'est sans conteste la fermeture des entreprises économiques synonyme de pertes d'emplois, donc de chômage et par conséquent synonyme aussi de pauvreté pour les recalés l'emploi ! Comment donc rétablir « le cours normal des choses ? C'est la question que se posaient autant les Etats autant d'ailleurs que le plus modeste des salariés à travers pratiquement le monde entier. En 2008 avec la récession qui menaçait à tout un financement de 700 milliards de US \$ destiné au rachat des actifs à risques élevés a été consenti par les autorités américains pour faire face à menace que les initiés savaient imminente. La récession qui a suivi les débordements de la bulle immobilière a obligé l'Etat américain à « la régulation » des banques et donc du marché immobilier, source « lointaine » de la récession qui malmène encore aujourd'hui et de plein fouet les entreprises économiques et leurs salariés. Même si en fait, beaucoup

d'emplis ont été détruits, la dynamique de création d'emplois a été malgré tout maintenue aux USA grâce à l'intervention de l'Etat. C'est ainsi que 7.222.000 emplois bruts auraient été créés contre 7617000 emplois de perdus durant les quatre derniers trimestres disponibles (du quatrième trimestre de 2007 au 3^{ème} trimestre de 2009. (Source : Marcel Boyer (IEDM, Institut économique de Montréal: La crise économique et ses conséquences sur l'emploi.).

II/Quel devrait être le rôle des Etats dans le domaine de l'économie ?

La crise financière a révélé au grand jour les méfaits des libertés boursières incontrôlées. Si la liberté d'entreprendre est certainement vertueuse la spéculation débridée sous couvert du « libre marché mondialisé » c'est-à-dire sans limites aucunes aux « excès spéculatifs » du marché est nuisible au marché lui-même : c'est la leçon de la crise hypothécaire ! Dans la mesure où il n'y a pas de contrôle du marché sous prétexte de la liberté d'entreprendre le marché peut se transformer lui-même en destructeur du marché. C'est à notre sens la leçon de la crise hypothécaire 2007. En effet en permettant à des acquéreurs non solvables (**François Lenglet in la crise des années 30 est devant nous Ed. PERRIN France**), de postuler à l'acquisition d'un bien immobilier « sous prétexte que les postulants solvables ont déjà acquis leur logement est une hérésie. La crise des subprimes vient donc de confirmer ce postulat : il ne saurait y avoir d'équité sans soumission au contrôle a priori et a posteriori par les structure appropriées de l'Etat Il faut en effet comme le suggère le Pr. M. Boyer dans son cahier (**Ibid**), pour rétablir la confiance et la maintenir, il faut réunir quatre conditions. Puisque la manipulation des informations transmises tant par les organismes publics que par les entreprises privées se sont révélées **fausses** pour certaines d'entre elles, le constat de ce laisser aller de la part des entreprises stigmatisées comme « Fannie Mae » et « Freddie Mac » motive à lui seul la vigilance de l'Etat à l'endroit des spéculateurs. Les mécanismes incitatifs mis en place pour stimuler le rendement ont été dévoyés les transformant en autant d'occasions pour un enrichissement personnel sans cause. La complaisance intéressée des régulateurs à l'endroit de ces deux entreprises en particulier à cause de leur statut public s'est révèle favorable à toutes les formes de « malversations » d'autant que la politique des taux d'intérêt « bas pour tous et pendant des années pratiquée des années durant, décidée par la Réserve Fédérale demandait au moins de demeurer vigilant pour limiter les dégâts collatéraux : la politique des taux d'intérêt bas a eu pour effet de doper le recours au crédit facile à des fins souvent purement

spéculatives! Le moins que l'on puisse dire à ce propos, c'est que le système bancaire a perdu de son crédit son « crédit » avec cette crise. En effet, l'immobilier valeur refuge ayant cette particularité d'agir en « accélérateur ou en inhibiteur » de la croissance selon qu'il est en phase ascendante ou en phase descendante (cf. François Lenglet Op. cité) vient de ruiner la confiance en particulier dans sur l'attitude à prendre le système bancaire avec des « innovations qui sapent l'élément fondamental de la relation d'une banque avec ses clients. L'innovation révélée au grand jour par la crise financière de 2007 qui permettait aux ménages d'emprunter même si les biens immobiliers ne sont pas entièrement payés, pour peu que la valeur du bien gagé soit orienté à la hausse ! L'adoption de plans dits d'austérité tour à tour par l'ensemble des pays européens démontre l'étendue à la fois du laxisme des Etats de la Zone Euro à l'endroit des spéculateurs de tous bords. Alors même que les USA préconisaient logiquement pensons-nous, de donner la priorité à l'emploi par la redynamisation de l'activité de production, les pays européens optaient après moult tergiversations dues au désaccord au sein de la zone notamment sur l'attitude à adopter face à la crise grecque d'autant que l'Allemagne s'est montrée ouvertement réticente à payer pour le mauvais élève désigné de l'UE. Ces tergiversations sur l'attitude à prendre à l'égard de la Grèce avaient fini par déteindre sur la l'Euro, la dont la valeur chutait face à la devise américaine.

III / Après l'hallali, le branle bas de combat pour le soutien à l'économie grecque

Après moult tergiversations liées notamment aux réticences de l'Allemagne, sur l'attitude de l'Union européenne pour faire face à la crise grecque, le plan de d'austérité adopté le 06 Mai 2010 par les par le gouvernement de la Grèce a été adoubi par le Parlement. Soutenu par l'UE avec l'aide du FMI, ce plan est doté de pas moins de 110 milliards d'EUR0. Pour l'essentiel, les autorités grecques prévoient de prendre des mesures d'austérité qui pourraient permettre des économies de l'ordre 4,8 milliards d'euros correspondant à 2% du PIB. Ce plan annonce également une hausse de deux points de la TVA portant le taux de cette taxe à 21% de la base imposable. Cette mesure permettrait à l'Etat de générer au total, environ 1,4 milliards d'euros supplémentaires de recettes fiscales pour le budget de l'Etat grec soit environ 0,6 % du PIB. Les autorités envisagent par ailleurs décidé de geler les pensions de retraite des fonctionnaires ainsi que et des salariés du secteur privé. Sont également prévue dans le plan gouvernemental des coupes de 60% du

14^{ème} mois des salariés du secteur public et de 30% du 13^{ème} mois ! Il est prévu de revoir à la hausse plusieurs taxes parmi lesquelles sont citées les taxes sur les alcools et les carburants (8 centimes d'euros par litre d'essence et 3 centimes d'euros par litre d'essence diesel sachant que le litre d'essence avait déjà connu une hausse de 25 centimes d'euros au début de février 2010. Les cigarettes également sont appelées à subir une hausse de 63% au moment où le gouvernement réfléchit encore à une éventuelle de augmentation importante de l'imposition des biens immobiliers. Ce plan d'austérité est devenu selon les observateurs de l'économie grecque plus que nécessaire au moment où ce pays cumule un déficit de 30 milliards d'euros et traîne une dette publique de l'ordre de 300 milliards d'euros ! Il reste que les syndicats grecques n'ont pas encore fini de fustiger ce plan pour le moins très lourd pour le commun de sa population. Mais l'UE continue de faire pression sur les autorités grecques pour qu'elles réduisent l'imposé par l'Union Européenne Grèce devrait réduire son déficit public de 4% en 2010 !

IV/ L'UE face aux réticences allemandes :

La crise grecque fait douter l'Union Européenne. Elle pose en effet selon certains analystes, ni plus ni moins que la question de la cohésion du groupe européen en particulier avec les réticences allemandes supposées, face à l'attitude à adopter pour aider la Grèce à faire face à ses difficultés financières. L'Allemagne en particulier semblerait de plus en plus réticente pour mettre encore une fois la main à la poche : d'après les chiffres avancés, l'Allemagne serait le premier bailleur de fonds de la Grèce. Compte tenu de son poids économique dans la zone Euro, l'Allemagne fournirait 28% de l'aide européenne soit environ 8,4 Milliards d'euros ! Dans ce partage de l'aide à la Grèce, la France fournirait par comparaison 21% du total de l'aide européenne soit un montant de 6,3 milliards d'Euros. Par ailleurs les chiffres de l'économie allemande ne semblent pas bon actuellement si l'on en croit les chroniqueurs. A moins 5% de croissance, en 2009, les réticences allemandes s'expliquent sans être totalement justifiées puisque l'Union Européenne censée être une construction durable et surtout solidaire sans conditions, nonobstant tous les obstacles qui pourraient survenir dans l'avenir ! Il est vrai par ailleurs qu'un gouvernement de coalition n'a pas le même degré de liberté d'action qu'un gouvernement mono partisan qui peut éviter les tiraillements. Les réticences de Mme Angela Merkel, la chancelière allemande, à voler au secours la Grèce relèvent plus d'un désaccord apparemment lié à un problème interne au

sein de la coalition gouvernementale allemande plus qu'à un désaccord sur le refus quelconque à l'endroit de la Grèce. S'étant engagée à baisser les impôts pour faire face aux difficultés liées à la récession née en 2009 de la crise financière, la chancelière allemande aurait essuyé un refus de son ministre des finances pour une baisse des impôts nécessaire à la relance économique, mais qu'elle n'est pas parvenue à obtenir pour cause de déficit budgétaire pour l'année 2010 déjà prohibitif à hauteur de 80 milliards d'euros. L'Allemagne, à en croire l'avis de certains serait responsable de l'aggravation du problème grec. Alors même qu'Athènes venait de terminer la mise en forme de son programme de réformes jugé d'ailleurs sérieux par ses partenaires de l'UE, puisqu'il aurait déjà réduit déficit de 40% par rapport au 1^{er} trimestre 2010. Prenant acte de cet accord, les ministres des finances de l'UE séduits « se sont mis au travail » deux jours durant pour dresser le plan de sauvetage de la Grèce Après la réalisation de cet accord aux alentours du 15 mars 2010. Mais à peine deux jours après, soit le 17 Mars 2010, la chancelière allemande critiquée au sein de sa coalition cédait aux critiques exigeait d'expulser tous les pays européens qui s'avéreraient incapables de respecter de la discipline budgétaire de l'euro zone ! Or jusque là, non seulement l'Allemagne mais aussi pratiquement tous les pays européens se gardaient de l'intervention du Fond Monétaire International pour lequel seul Sarkozy aurait voté. Les marchés ont bien reçu le message d'où l'explosion des **spread** ! Cet accord voulu, défendu et obtenu par le seul président français prévoit « en dernier recours » l'intervention conjointe du FMI et des Etats de la Zone Euro. Aux dernières nouvelles l'Euro a chuté à 1,2 dollars.

V/ L'Espagne : Une cure d'austérité douloureuse :

La « cure » d'austérité concoctée par le gouvernement socialiste espagnol est de nature à réveiller la contestation des syndicats dans le courant du mois de juin 2010. En effet M. José Luis Rodriguez Zapatero, le premier ministre, a officiellement annoncé la mise en œuvre d'un un plan d'austérité destiné à contenir les déficits publics et tenter ainsi de se rapprocher de la norme européenne des 3% d'ici à 2013. Pour avoir déjà entériné la mise en œuvre d'un plan d'économie de 50 milliards d'euros destinée à ramener dès 2009 le déficit public qui était de 11,2% à 3% sur les cinq années qui nous séparent de l'échéance fixée de 2013, les mesures complémentaires décidées par les autorités espagnoles peuvent s'avérer difficiles à mettre en œuvre à cause de l'hostilité des syndicats de la fonction publiques menacé par une réduction d'une réduction

supplémentaire de 5% du traitement des fonctionnaires. Le gouvernement espagnol espère ainsi glaner avec ces mesures, une économie supplémentaire d'environ 15 milliards d'euros dans un délai de cinq années. Les cibles de ces mesures d'économies sont déjà connues. Ce seront les hauts fonctionnaires des services publics qui vont ainsi être les plus touchés puisqu'ils se voient contraints de baisser leurs émoluments de 15% ! Parmi les autres mesures d'austérité préconisée par le gouvernement de Mr. Zapatero, les retraites seront gelées (sauf pour celles d'entre elles qui sont parmi les plus basses). Parmi Les mesures qui seront également supprimées dans ce plan de rigueur budgétaire, il y a lieu de noter la suppression de la mesure d'aide publique à la naissance (d'un montant de 2500 euros instaurée en 2007 pour stimuler les naissances). Il est également prévu par les autorités espagnoles, la réduction de 600 millions d'euros de l'aide prévue pour le développement durant l'année 2010/2011, domaine dans lequel les autorités espagnoles ambitionnaient d'être à la « pointe des pays riches ». Mais l'investissement crise, oblige sera réduit de 6,045 milliards d'euros d'ici à l'échéance 2011. Le gouvernement de Mr Zapatero envisage même par ailleurs, de demander aux régions ainsi qu'aux municipalités de faire des efforts pour réaliser 1,2 milliards d'euros supplémentaires d'économie ! Les mesures contenues dans le plan de rigueur dévoilé par les autorités espagnoles ambitionnent de parvenir le plus rapidement possible au redémarrage de la de la croissance. Le pronostic de la croissance établi par les autorités espagnoles pour l'année 2011 est évalué à 1,8%. C'est une prévision supérieure au chiffre du FMI autant d'ailleurs que celle de la commission européenne. Or, l'institut national espagnol des statistiques évaluait le taux de croissance au premier trimestre 2010 à 0,1%. Ce chiffre disent certains experts serait conforme aux prévisions de l'institut espagnol. Toutefois, certains investisseurs n'écartent pas une dérive de la dette espagnole du même acabit que celle qui a touché ces deniers mois la Grèce.

V/ Comment l'Espagne a-t-elle rencontré la crise ?

Pour certains observateurs, la crise espagnole actuelle est le résultat d'une imprudence face à la boulimie immobilière qui se serait emparée de ce pays au lendemain de son entrée dans l'Europe. Pour faire face au déficit des logements et autres équipements, les banques espagnoles se sont mises à la construction tous azimuts. Pour répondre à la demande importante de l'immobilier, les banques espagnoles se sont mises à emprunter sur les marchés extérieurs « jusqu'à 50 ans à taux variables».

Ce qui rendait naturellement les remboursements extrêmement sensibles à la hausse des taux d'intérêt. Les prêts aux particuliers se sont multipliés à la manière de ce qu'a été la crise des « subprimes » aux USA. Or en Espagne, le secteur immobilier ne représente que 10% du PIB alors qu'il a été financé à hauteur de 60% de l'encours des caisses d'épargne, au contraire USA où le marché est pourtant beaucoup plus important. Il est donc naturellement arrivé ce qui devait fatalement arriver : en éclatant comme aux USA en 2007, et ailleurs à travers le monde, la bulle financière espagnole en éclatant libéra son « cortège » de pertes financières suivies de près par des conséquences sur l'économie réelle espagnole comme elle l'a été pour tous les pays où la spéculation a été déraisonnable. Phénomène classique en cas de crise économique durable le racisme à l'égard des travailleurs étrangers refait surface. Aujourd'hui encore le classique phénomène des étrangers « qui viennent manger notre pain » refait surface partout en Europe à des degrés situations divers au gré de l'intensité des crises qui frappent différemment les individus.

Pour les individus, la réaction la plus visible est le repli sur soit en attendant dans l'austérité acceptée que crise s'estompe à plus ou moins longue échéance. C'est aujourd'hui le cas en Espagne (mais probablement ailleurs également) où selon les statistiques de l'Eurostat, les latino américains seraient ceux qui s'intègrent le mieux en en Espagne, contrairement aux marocains par exemple qui maîtrisant moins bien la langue espagnole, ils sont moins bien tolérés. En Espagne, il y aurait selon les statistiques officielles les étrangers résidents seraient de l'ordre de 5.000.000 au soit deux millions de plus qu'en France et deux millions de moins en Allemagne. Mais, contrairement à la France par exemple, l'émigration espagnole un phénomène plus récent a été tout de même par les deux gouvernements successifs précédents (Aznar 1996 - 2004) et (L.R Zapatero depuis 2004). Toujours est il que les immigrés subissent bel et bien les effets du racisme ambiant allant pour certaines municipalités jusqu'à fermer l'accès des services sociaux aux étrangers. Sans commentaires s'agissant d'un pays victime de du franquisme il a à peine 35 ans ! A ce rythme me ce n'est pas demain la veille que l'Europe occidentale pourrait faire recette de sa démocratie. Car en attendant, en Europe, c'est plutôt la bourca qui fait des pas de géant. Il y a certainement de l'incohérence quand en Europe quant on parle démocratie !

VI/ La crise portugaise ou l'avant dernier pas vers le chaos européen

Avec l'annonce officielle par les autorités portugaises de l'adoption d'un plan d'austérité destinée à faire face aux effets de la crise financière internationale, il est devenu évident que l'effet domino de la crise mondiale atteindrait désormais l'ensemble de l'Europe. En effet c'est pratiquement tout de suite après l'annonce de l'adoption par l'Espagne de son plan de d'austérité que le Portugal via le Premier Ministre José Socrates lui a emboîté le pas en annonçant officiellement et dans la même semaine, l'adoption par son gouvernement d'un plan de rigueur dont le but est était de défendre l'économie du pays et renforcer dans le même temps la crédibilité de « la signature » portugaise auprès des autres pays de la zone Euro autant que du FMI éventuellement. Considéré comme l'un des pays les plus fragiles de l'Europe économique, le Portugal est considéré par ses pairs de l'UE comme un pays naturellement vulnérable puisqu'il a déjà eu à subir la réticence des marchés à travers au moins deux agences de notation qui auraient annoncé leur intention d'abaisser la note souveraine de ce pays. Il s'agit en l'occurrence de l'agence Moody's pour la première et de l'agence Standard's & poor's pour la seconde ! Les mesures d'austérité préconisées dans ce nouveau plan d'austérité prévoient entre autres une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée de un point de base qui la porte désormais à 21% de la base imposable. La deuxième mesure contenue dans ce nouveau plan de rigueur budgétaire porte sur une surtaxe de 2,5% sur le bénéfice des grandes entreprises dont le bénéfice excède les deux millions d'euros. Il est prévu également parmi les mesures du plan d'austérité concocté par les autorités portugaises, une surtaxe extraordinaire de 1% ou de 1,5% selon le niveau de revenu des ménages. Le personnel politique est mis à contribution pour donner l'exemple au même titre d'ailleurs que les gestionnaires des grandes entreprises qui verront ainsi tous ensemble leurs salaires ponctionnés à hauteur de 5% et ce du Président aux élus locaux ! Cette cure d'austérité comme aiment à le dire les journalistes permettra de réduire le déficit public du Portugal à 46% du PIB en 2011. Pour l'année 2010 les autorités politiques ont confirmé que l'objectif visé était de réduire le déficit à 7,8% contre 9,4% en 2009. Il faut noter enfin que le Portugal avait déjà subi un plan de rigueur budgétaire dont la finalité était de revenir aux fondamentaux budgétaires. Ce plan avait contraint alors les autorités portugaises à renoncer sous la pression tant des marchés que des pressions de la zone euro à remettre « à plus tard » un important programme de grands projets infrastructurels dans lequel figurerait

notamment la réalisation projetée d'un nouvel aéroport à Lisbonne. Ce plan prévoyait également un important programme de réduction du nombre de fonctionnaires dont les salaires avaient été d'ailleurs également gelés jusqu'en 2013. Pour ce qui concerne les recettes publiques un important plan de privatisations devait contribuer à freiner la dette publique de l'Etat qui aurait atteint cette année 8,6% du PIB, soit plus de 142 milliards d'euros cette année !

VII/ Le plan de relance français : Entre espoirs et scepticisme:

Pays significatif et influant parmi les pays de l'euro zone, la France vient à son tour d'annoncer à partir de Douai le lancement d'un plan de relance de son économie doté de 26 milliards d'euros dont l'objet est à double volet. Le premier est destiné au soutien à la trésorerie des entreprises quelque peu bousculées par la réticence des banques moins enclines à prêter sans de solides « assurances ». Le second volet de ce plan vise lui, consiste à soutenir l'activité des entreprises par un programme public de soutien à l'activité des entreprises économiques pour soutenir l'emploi et donc pour contenir la récession. Mais le scepticisme quant à la réussite d'un tel plan gagne du terrain pour cause de retard de calendrier. Pour certains observateurs en effet, le plan arrive un peu tard espérer de son efficacité d'autant plus que l'injection de 2,6 milliards d'euros (1,3% du PIB) risque surtout d'aggraver davantage la qualité des finances publiques. Prévu pour fonctionner sur une durée de deux années (2009 et 2010), ce plan d'exception « pour l'activité et l'emploi » devrait être consommé à hauteur de 75% dès 2009. Or Pour certains observateurs cela relèverait tout simplement du domaine de l'impossible même si ce plan a bénéficié à la fois d'un nouveau ministère spécialement créé pour la circonstance et géré par un ministre également « neuf » spécialement intronisé pour la circonstance dont le job serait « d'ingurgiter » dans un délai de deux ans la totalité des 26 milliards d'euros dont il a été doté. Mais pour certains observateurs l'efficacité d'un plan de relance budgétaire en France devrait être mesuré sur deux séries de paramètres (**Agathe ENS Panthéon Paris et Julia Cagé ENS Paris Harvard**). Pour ces deux chercheurs, le doute est permis sur la réalité des montants annoncés à Douai en 2008 par les autorités françaises Il serait même bien en deçà de l'ampleur de la crise. Ce plan de relance des autorités françaises serait parmi le plus faible en volume de tous les pays de l'OCDE. Pour avoir une idée de l'écart qui sépare l'effort de relance consenti par les autorités françaises (26 milliards d'euros) et l'effort des autres pays comparables, il suffit de noter l'effort de relance

français avec l'effort de relance consenti par les autorités américaines soit 800 milliards de dollars! Aussi certains observateurs que l'effort français est en deçà des attentes pour atteindre les objectifs fixés compte tenu de l'ampleur de la crise: le paquet réel injecté dans l'économie ne correspond en réalité qu'à 10 milliards d'euros (**Ibid Agathe ...**). Pour ces observateurs, « un vrai plan de relance devrait privilégier le pouvoir d'achat des ménages » pour soutenir l'emploi et donc relancer l'activité ! En comparaison du plan de relance américain, « l'American Recovery and Reinvestment Act » adopté en 2009 par le congrès américain est de très loin supérieur au stimulus contenu dans le plan mis en branle par les autorités françaises. Le plan français pêche de l'avis des économistes par le fait qu'il n'a pas été activé à temps : la « détérioration brutale » de l'activité au quatrième semestre caractérisé par une forte hausse du chômage en 2009 n'aura pas permis de tenir les engagements du plan de relance : les prévisions de l'INSEE sur l'emploi (destruction de 214000 emplois dans le secteur économique en 2009. Or il ne serait pas possible de d'activer plus rapidement « le second pilier du plan DEVEDJAN qui repose lui sur le second pilier de la relance qui repose lui, sur les investissements publics à hauteur de 10, 5 milliards d'euros. Le scepticisme des économistes français à l'égard de l'important plan géré par un ministre spécialement « affrété » pour la circonstance repose essentiellement sur le fait qu'un plan de relance fondé sur une politique « de grands travaux à la française pourrait s'avérer inefficace pour des raisons de calendrier trop court, face à l'urgence de la reprise de l'activité économique donc de l'emploi et finalement donc de la croissance. Si l'on s'en tenait au communiqué de presse diffusé par les services du ministre chargé du plan de relance tiendrait ses engagements pour l'année 2009 tant en ce qui concerne la masse financière déjà engagée. **22 milliards d'euros** représentant plus des deux tiers du montant prévus auraient déjà été injectés dans l'économie en 2009. Cela a permis selon les autorités en charge du plan de lancer plus de **700** chantiers, qui auraient déjà démarrés, sur les 1000 qui auraient été prévus dans le plan de charge. Conçu pour « monter rapidement monter en charge », le plan de relance aux dires des autorités, est également conçu pour fédérer tous les intervenants dans un mouvement d'entraînement de tous les acteurs chargés de le concrétiser. Dans cette perspective, le budget pour 2010 est appelé à concrétiser deux exigences :

1/ il devrait poursuivre les engagements de 2009 de en particulier pour les investissements

2/ Le budget de l'année 2010 apporte les crédits de paiement pour la finalisation des opérations à hauteur de 1,751 milliards d'euro.

3/ Enfin, selon les autorités en charge du plan de relance, le budget 2010 prolonge de façon sélective plusieurs mesures du plan de relance en les ajustant concrètement à l'évolution économique et sociale. C'est le cas par exemple de la prime à la casse qui devrait être prolongée en 2010 mais avec des modalités dégressives permettrait à terme de la faire disparaître.

4/ L'effort en faveur de l'emploi sera renforcé avec la prolongation de l'aide à l'embauche jusqu'au 30 juin 2010.

5/ Des moyens supplémentaires pour le Fonds d'investissement social seront injectés pour soutenir les politique en faveur de l'emploi et du maintien de l'activité.

6/ Le plan de relance poursuit par ailleurs son soutien aux ménages les plus modestes. Il est en effet prévu pour eux **35000 logements** ainsi que le doublement du prêt à **taux zéro** pour faciliter l'accession à la propriété. Dans le sillage de cette mesure liée à l'accession sociale à la propriété un effort particulier est envisagé en faveur des populations d'outre mer.

7/ Les territoires d'outre mer bénéficieront dans le sillage de ces mesures de la reconduction du revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA) doté d'une enveloppe de 280.000 euros.

8/ Pour ce qui est de la fiscalité, le remboursement anticipé du crédit Impôt recherche sera reconduit avec un coût estimé à 2,5 milliards d'euros. Cette mesure permettra de soutenir la trésorerie des entreprises innovantes en particulier les PME.

9/ Il faut par ailleurs relever en complément de ces mesures les effets de l'amortissement accéléré.

Ce plan dit de relance est placé par les autorités françaises au centre du dispositif budgétaire aux fins de préparer le retour de la croissance et son confortement. Cependant force est de constater que l'opinion publique française ne semble pas être totalement convaincue, si l'on croit au moins les analyses des deux chercheuses (Agathe et sa binôme dont nous avons pour notre part, relevé au début ce propos quelques éléments de leur argumentaire utile au moins pour avoir un avis contraire à celui des autorités initiateur du plan en question !

VIII/ L'Irlande fragilisée par les contre performances se son PIB :

Comme tous les pays de l'euro zone, l'Irlande subit sa part de la crise financière à travers la contraction de 7,1% de son PIB durant l'année 2009. L'organisme chargé des statistiques économiques dans ce pays annonçait la contre performance à une population déjà affectée par les difficultés quotidiennes de son économie suite à une précédente contre performance de 3% subie en 2008. Et comme une mauvaise formance ne vient jamais seule, le CSO aggrave la performance déjà mauvaise de

2009 en y ajoutant pour le troisième trimestre une contre performance de 0,3% par rapport au second trimestre de l'année 2009. Finalement l'organisme irlandais de la statistique évalue le PIB irlandais en baisse de 0,1% ce qui veut dire que ce petit pays de la Grande Bretagne est toujours en récession depuis qu'il y est entré en au début l'année 2008 ! Les mauvaises nouvelles semblant ne pas quitter l'Irlande si l'on croyait toujours aux prévisions du CSO. En fait, la situation de ce petit pays se serait encore aggravée au quatrième trimestre de 2009 avec encore une contraction de 2,3 de son PIB. Ce qui veut dire un recul de performance de 5,1% sur l'année.

Ces chiffres fournis par l'organisme officiel des statistiques irlandais, publiés au moment même où se jouait le sort de la Grèce entre les mains des dirigeants de l'Union européenne le cas irlandais n'avait pas mobilisé davantage l'attention de l'Europe. Mais, à la différence de la Grèce qui aurait laissé « filer » son déficit en catimini jusqu'à l'éclatement du « scandale caché » à ses partenaires européens, les autorités irlandaises avaient au contraire pris des initiatives dès 2008 pour prévenir l'envolée du déficit de son budget à 11,6% pour 2009. Si bien que la dette publique irlandaise moins contraignante que celles des autres PIIGS : Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Espagne, ces cinq pays parmi les plus fragiles de la zone Euro. Enfin, si l'on croit les dernières estimations officielles la dette irlandaise 64,5% du PIB à la fin de l'année 2009 l'Irlande ne serait pas le moins loti des pays européens puisqu'il serait à un niveau inférieur à celui de la France ou même de l'Allemagne qui pourraient donc être eux-mêmes la cible des spéculateurs.

IX/ : La Grande Bretagne peut elle espérer de l'Europe ?

Grand pays européen mais de tout temps eurosceptique, la Grande Bretagne peut- elle rallier l'Europe à la faveur des désordres collatéraux causés aujourd'hui, par les effets de la crise financière de 2007 ? Pour certains analystes contemporains de l'époque de la création de l'Union Européenne, la Grande Bretagne est non seulement anglo-saxonne mais encore très fortement attachée à sa **livre sterling**, Eurosceptique par définition ! Convaincue de son bon droit, la Grande Bretagne tient particulièrement à sa spécificité pour ne pas dire à de grand pays de liberté d'Histoire et leadership mondial qui ne saurait renoncer à sa monnaie, signe de sa souveraineté jusque là bien sauvegardée au motif au motif nullement prouvé de l'union qui ferait « sûrement » la force dans une union européenne hétéroclite et potentiellement plus cacophonique qu'efficace ! La crise grecque l'aura d'ailleurs déjà

prouvé avec la fronde de la chancelière. Echaudé par des querelles de clocher européennes la Grande Bretagne semble signifier à l'Europe qu'elle se sentait très bien comme « ça » merci ! La réaction « eurozonique » n'aura pas tardé. Elle est venue sous la forme d'une diatribe en règle via Internet, sur les risques possibles qui menaceraient la monnaie autant que l'économie de sa Majesté britannique. Pendant que l'Europe tentait de s'adapter à la nouvelle monnaie ce qui allait devenir l'euro zone, la GB aurait pu profiter des avantages liés à la stabilité née de la maîtrise centralisée à la fois de sa politique économique et de sa politique monétaire pendant que l'Euro zone s'installait difficilement dans la nouvelle monnaie unique de la nouvelle entité baptisée Union Européenne. Aujourd'hui, la GB semble montrer des signes évidents de faiblesse (cf. Le Monde.fr. Avec AFP 29.01.2010) avec :

- 1/ Une détérioration de sa situation fiscale et budgétaire
- 2/ Une surchauffe importante du secteur immobilier.
- 3/ Une monnaie totalement isolée en phase d'essoufflement (Ibid).

Cet argumentaire me semble plutôt un appel du pied fait à la GB pour rejoindre l'euro zone !

Conclusion :

La question que pose la présente crise est bien plus importante et donc bien plus durable que ne le suggèrent au stade où nous sommes aujourd'hui, la question grecque ou la crise irlandaise. La crise européenne amènera sans aucun doute des changements de structure qui bouleverseront complètement le rapport mondial à l'économie. Il est évident que l'économie mondiale est à la veille de grands bouleversements dans lesquels seront mêlés pelle mêle des questions de fonds comme le rapport de l'économie à la spéculation financière, aux causes du chômage et aux causes de la persistance de la pauvreté. Au regard de ce qui se passe aujourd'hui dans les hautes sphères de la finance internationale, il serait grandement temps pour l'humanité de préciser le sens exact de l'activité économique et du sens réel de la production des biens et services quand 1/6^{ème} de l'humanité sinon plus ne mange même pas tous les jours à sa faim d'autant que la plus part d'entre eux seraient des enfants. L'égoïsme des pays les plus riches y est certainement pour quel que chose ! Il est temps je pense que l'on cesse de produire pour les poubelles euro américaines !